UN NUMERO 10 C.

LE

PEUPLE SOUVERAIN

JOURNAL DE LYON.

On s'abonne à LYON, au Bureau du Journal, place de la Platière, 12; à PARIS, chez MM. LEJOLIVET et C^{ie}, rue Notre-Dame-des-Victoires, 46, et chez M. DELAIRE, rue Jean-Jacques-Rousseau, 3.

(Les Abonnements et les Annonces se paient d'avance.)

Le Peuple Souverain paraît tous les jours, excepté le Dimanche, et donne les nouvelles 24 heures avant les journaux de Paris.

Tout ce qui concerne la rédaction et l'administration du PEUPLE SOUVERAIN, doit être adressé franco au Rédacteur-Gérant.

Prix de l'Abonnement :

	Trois mois.	Six mois.	Un an.
LYON,	8 fr. 50 c.	16 fr.	30 fr.
DÉPARTEMENTS, 12		22	40

Annonces, 25 c.—1 éclames, 40 c.

Lyon, 22 Mai 1848.

Le *Courrier de Lyon*, celui-là même qui reconnaît encore l'existence d'une cour royale, apprécie avec cette amertume, cette insolence qui lui est propre la position du pays. « Le ministère, dit-il, nous inspire de la défiance. Le conseil exécutif ne nous inspire pas de confiance. L'esprit rétrograde de la majorité de l'assemblée nationale nous rassure un peu. Mais ce qui complète notre sécurité, ce sont les baïonnettes et les canons de la garde nationale. » Après quoi il appelle aux armes tous les républicains qui comme lui ne veulent pas la République; il lance une tirade injurieuse contre les citoyens Lamartine, défenseur de Caussidière, et Ledru-Rollin, correspondant et, selon lui, peut-être complice de Sobrier.

Voilà donc enfin le bon *Courrier* qui a levé le masque et qui ne fait plus mystère de ses tendances réactionnaires. A quoi bon se cacher du reste? Son parti n'est-il pas le plus fort? C'est ce qu'il ne cesse de nous répéter. La France est bien à plaindre si la majorité du pays est du parti d'une feuille connue par ses infâmes mensonges et ses odieuses calomnies, qui dernièrement déversait son venin royaliste sur le brave général Rey, et aujourd'hui met en suspicion le patriotisme et la droiture des intentions des deux plus fermes soutiens de notre République prête à chanceler sous les coups d'une intrigue fortement organisée.

Nous gémissons plus que tout autre de voir cette démoralisation générale, cette panique continuelle, qui font languir le commerce et s'opposent à la reprise des affaires en empêchant les capitaux de sortir des cachettes où on les a enfouis. Comme tout bon citoyen, nous voulons une République grande et forte; nous désirons que les principes de fraternité ne soient pas de vains mots, car nous savons que c'est par la confiance réciproque de tous les citoyens que l'industrie doit reprendre son essor.

Mais, ainsi que nous l'avons déjà dit, il est nécessaire que chacun fasse son sacrifice d'abnégation; il faut faire trêve aux sentiments de susceptibilité et d'amour-propre froissé. La bourgeoisie, qui a renversé en 89 les privilèges de la noblesse et du clergé, doit bien comprendre qu'elle commettrait un acte d'aristocratie si elle ne se ralliait pas franchement au prolétariat, si elle refusait de faire cause commune avec la masse des ouvriers. Et ce vœu est facile à réaliser! Que veut la bourgeoisie? la reprise des affaires. Que veulent les masses? du travail et du pain. Eh bien! tout cela peut s'arranger; tout cela aura lieu dès que tout le monde adhèrera sans arrière-pensée à la révolution de Février et aux principes qu'elle a proclamés, que la méfiance cessera, que l'on cessera de considérer les pauvres et les travailleurs comme des antropophages, des éneurgumènes, prêts à promener la guillotine dans les rues, et à porter une main profane et sacrilège sur la propriété.

Que le peuple est mal apprécié, juste ciel! Ne l'avez-vous donc pas vu à l'œuvre? Depuis trois mois n'a-t-il pas donné au monde le spectacle admirable de l'ordre et de la résignation? Il a été maître un instant; l'avez-vous entendu parler de pillage, d'assassinats, d'incendies? Le contraire a eu lieu et toutes les statistiques s'accordent à reconnaître que durant ces trois derniers mois, les cas de vols et de crimes ont été plus rares qu'à toute autre époque de notre histoire. Quelques actes de violences brutales ont eu lieu, il est vrai, mais il ne faut pas accuser la masse des faits isolés et qui ne sont l'œuvre que de quelques individus. La masse est restée pure de tous excès; et ce sont ces *Montagnards*, ces *Voraces*, ces ouvriers contre lesquels vous lancez feu et flamme aujourd'hui, qui ont protégé vos vies et vos propriétés; ce sont eux qui ont maintenu l'ordre et rappelé à leurs devoirs quelques esprits exaltés qui voulaient s'en écarter. Reconnaissez aujourd'hui ces services et cette

générosité; pour cela nous ne vous demandons que de la confiance, venez franchement à nous, nous vous recevrons en frères, en amis: apportez vos capitaux, et comme par le passé, nous les ferons fructifier au profit général; l'or affluera dans vos coffres et l'aisance dans nos mansardes; et comme nous, vous reconnaîtrez que le gouvernement républicain est le meilleur et le seul qui puisse faire le bonheur de tous.

La nouvelle de l'attentat du 15 mai a inspiré les réflexions suivantes au *Progrès Social* de Marseille:

« Les graves événements qui viennent de se passer à Paris, et dont nous rendons compte d'après notre correspondance particulière, nous attristent plus qu'ils nous étonnent. Le langage des journaux réactionnaires, les indécisions de l'assemblée, qui perdait son temps à discuter son règlement, l'espèce de jalousie puérile qu'elle portait au gouvernement provisoire, son absence complète d'initiative, l'apparition subite de l'ancienne gauche dynastique, que ses habitudes de la tribune et de la politique portaient à se faire la régente de l'assemblée, et le parti pris, vrai ou supposé, qu'on lui attribuait de vouloir arrêter la marche de la République pour lui faire suivre, à l'intérieur comme à l'extérieur, la funeste route de la monarchie tombée sous les coups du mépris; nous faisaient craindre l'impatience du peuple et redouter une collision.

« Pourtant, nous étions loin de la croire si rapprochée, et quand, depuis quelques jours, nous élevions la voix contre la réaction, c'était dans l'espoir de faire voir aux aveugles le précipice qui était devant eux. Nous espérons qu'ils comprendraient que le salut de la France et le leur étaient indissolublement unis à la marche progressive de la République égalitaire.

« Nous déplorons sincèrement les scènes qui se sont passées au sein de l'assemblée nationale, car bien que nous ne nous soyons pas gênés pour manifester notre opinion sur le caractère des membres qui la composent, nous la respectons comme la volonté du peuple souverain duquel elle émane. Que le peuple souverain se soit trompé, ou qu'on l'ait trompé, ceci est incontestable; mais nous pensions qu'en présence des vainqueurs de Février, et se réchauffant au foyer de leur énergique patriotisme, elle aurait pu doter la France d'une constitution et de quelques lois qui eussent pu améliorer le sort du peuple. Nous n'attendions d'elle rien de grand, rien de généreux, aucun de ces actes qui prennent place dans l'histoire d'un peuple; mais, encore une fois, nous espérons qu'elle pourrait nous sortir du provisoire et faire place à une assemblée que le peuple souverain aurait choisie avec plus de discernement.

« Pouvons-nous encore l'espérer après ce qui s'est passé dans la journée du 15 à Paris? Nous le désirons ardemment, mais il nous est difficile d'y croire; et, dans ce cas, nous le disons avec douleur, mais nous le disons parce que c'est notre devoir, nous prévoyons de grands dangers pour un avenir prochain.

« Que les patriotes, les républicains resserrent leurs rangs; plus que jamais l'union est nécessaire. Nous pouvons avoir de mauvais jours à traverser, et ce n'est qu'en étant unis que nous pourrions briser les obstacles et rendre les destinées de la République dignes de ceux qui l'ont conquise. »

Italie.

L'intrigue que nous avons dévoilée hier se démasque; ce n'est plus seulement Plaisance, c'est Parme et Modène qui demandent leur annexion au Piémont. La Toscane aura son tour.

Dans la Lombardie, on signe des adresses au gouvernement central de Milan, pour demander la fusion avec les Etats sardes.

Voici les considérations sur lesquelles ces demandes s'appuient :

Attendu que les intrigues de Metternich, Guizot et Louis-Philippe, à Londres; l'attitude hostile de la Russie, les dispositions peu amicales de l'Allemagne, qui proclament la question austro-italienne, question italo-germanique; que la neutralité avouée de la Suisse, et d'autres complications diplomatiques faciles à prévoir sont des circonstances de nature à faire craindre une conflagration européenne et conséquemment à rendre plus impérieux le besoin d'augmenter nos forces par l'union;

Considérant ensuite que Parme, Modène et Plaisance ont fait acte d'adhésion au Piémont, que presque toutes les villes vénitiennes adhèrent à l'union avec le roi belliqueux; que Trieste incline pour la fortune italienne et que Venise a résolu de se confondre avec Milan;

Considérant que Milan ne peut se manquer à lui-même, laisser le pays sans ressources, sans crédit, sans armée, et que la fusion étant opérée avec le Piémont, on aurait la possibilité d'avoir bientôt sur le champ de bataille 200.000 combattants tous italiens.

Par ces motifs les soussignés demandent l'annexion au Piémont.

Que dire du roi belliqueux entré malgré lui en Lombardie à la remorque de son armée partie sans lui et contre ses ordres? Ainsi, les Italiens seraient gouvernés par l'ex-grenadier du Trocadéro, qui livra les Italiens aux bourreaux de son père! Cette combinaison est-elle née viable? Nous ne le croyons pas. L'Italie sera-t-elle une, indivisible, indépendante, avec ses 24 millions d'habitants, si les Etats romains, Naples et la Sicile sont exclus et ne signent pas le pacte et l'adhésion à un pouvoir temporel unique et central?

Si un pape, autre que Pie IX, tel qu'un Grégoire XVI par exemple, voulait s'appuyer sur l'Autriche, serait-il libre de le faire?

Le nouvel Etat constitutionnel de Piémont, accru de la Lombardie, etc., ne pourrait-il pas s'allier un jour avec l'Allemagne future contre la France! Qu'on n'oublie pas les rapports nouveaux qui vont naître entre les peuples européens.

L'Allemagne va avoir 40 millions d'habitants.

Avec l'Italie une et entière comme nation, tout inconvenient disparaît. Que si, au contraire, Naples, la Sicile et les Etats romains forment des Etats ayant des princes particuliers, tout est en question dans l'avenir, livré, encore une fois, aux agents d'affaires, courtiers en diplomatie.

Naples! nous avons dit hier que le grand-duc de Toscane lui donnera un de ses fils.

La Sicile serait gouvernée par le fils de Charles-Albert, et l'on donnerait à l'Autriche, et peut-être à l'Allemagne, pour empereur le grand-duc de Toscane. Des lettres de Vienne disent que les partisans de ce projet font de nombreux prosélytes en Autriche.

Une lettre de Milan du 12 mai, adressée à la *Concordia* de Turin, dit enfin que Milan est à deux doigts d'une révolution. On espère qu'elle sera pacifique. Toutefois, dans la Lombardie, toute républicaine, les partisans de Charles-Albert ne négligent rien pour se rendre maîtres de l'opinion, et la grande influence de recrutement est l'absence d'une armée nationale lombarde et la nécessité du secours de Charles-Albert qui, depuis longtemps, aurait pu mettre fin à la guerre.

La France n'a qu'un intérêt, l'unité de l'Italie; toute autre combinaison, toute influence possible et ultérieure de l'Autriche en Italie par les princes serait une faute immense. Dans l'intérêt des deux peuples, puis-ent les Italiens ne pas la commettre! Qu'ils n'oublient pas non plus que, sans la proclamation de la République à Paris, le grand-duc de Toscane (empereur d'Autriche désigné), le grand-duc de Toscane, qui censure encore aujourd'hui si sévèrement les journaux de Florence, aurait, de concert avec Charles-Albert, livré l'Italie aux barbares. Les hésitations de ces princes en sont la preuve.

Que les Lombards réfléchissent donc avant de se les donner pour maîtres en Italie et en Autriche.

Nous n'avons pas à proposer de choix. Nous avons voulu indiquer la gravité des questions, pour y parler, s'il est possible, dans la prévision de l'avenir.

(Réforme.)

Allemagne.

L'énergie révolutionnaire de l'Allemagne semble se réveiller en présence du danger. Ce réveil est-il sérieux? Nous voudrions le croire. Nous lisons aujourd'hui dans une correspondance de la Nation, de Bruxelles :

La diète nous a fourni hier un acte officiel qui prouve que les princes n'entendent nullement accepter un parlement constituant. Aujourd'hui c'est de la Prusse que part le cri de détresse. Les constitutionnels sont atterrés. Pour prix de leur condescendance envers les royautés lorsqu'elles étaient tremblantes, ils reçoivent aujourd'hui une déclaration de guerre; car le rappel du prince héréditaire de Prusse est regardé comme la première manifestation de la lutte ouverte. Aussi commencent-ils à comprendre les fautes qu'ils ont commises : ils s'en repentent, et dans leur douleur impuissante et irrésolue, ils invoquent presque la pitié des ministres qui les ont trahis. Voyez, dit la Gazette de Cologne, jusqu'à quel point est allée notre confiance, notre résignation; nous n'avons pas voulu éveiller les soupçons du peuple, quoique tant d'actes nous eussent prouvé le danger que nous nous prépariez. Et après cette touchante allocution, le journal constitutionnel énumère la longue série d'actes rétrogrades dont le gouvernement prussien s'était déjà rendu coupable.

Et pourquoi n'avez-vous pas parlé? Pourquoi avez-vous soutenu, fortifié la réaction des princes? Était-ce aveuglement, faiblesse ou égoïsme?

Aujourd'hui que vos rêves de constitution, de réorganisation impériale de l'Allemagne s'évanouissent, que la voix menaçante du despotisme vous réveille en sursaut de vos folles illusions, vous criez, vous proclamez le danger de la patrie. Le danger a commencé le lendemain d'un combat sans résultat, lorsque le peuple eut déposé les armes aux pieds d'un ennemi vaincu, pour lui permettre de monter sur le pavois national.

A Francfort, le comité des cinquante a protesté contre la résolution de la diète qui menaçait l'autorité du futur parlement.

L'irritation provoquée par cette révélation de projets réactionnaires a engagé M. de Gagern, ministre du duché de Hesse, à désavouer l'ambassadeur de cet Etat, le promoteur du décret réactionnaire. Mais on sait ce qu'il faut penser d'un désaveu de ministre et de diplomate.

Du reste, il est aujourd'hui prouvé que ce sont les constitutionnels du duché de Bade, Welker à leur tête, qui ont trouvé avec la diète et le roi de Prusse ce beau projet de réaction.

Voici maintenant ce qui se passe à Berlin puis à Vienne :

Berlin n'est pas tranquille; il arrive de divers points du pays des protestations, et il se fait des manifestations contre le retour du roi de Prusse. Une réunion de plus de 20,000 personnes a eu lieu, le 12, à Berlin, pour demander le rétablissement de l'inscription révolutionnaire: *Propriété nationale*, sur le palais du prince de Prusse. On a eu beaucoup de peine à dissuader le peuple, qui s'est retiré mécontent.

A Vienne, l'archiduc Louis a été obligé de se démettre de ses fonctions de chef de l'artillerie. Des étudiants de toutes les nations dont se composait l'empire prêchent ouvertement, dans les rues, en faveur de leurs nationalités respectives.

Des officiers généraux ont délibéré entre eux de déclarer Vienne en état de siège, de fermer l'Université et de renvoyer tous les étrangers, surtout les étudiants; Vienne semble à la veille d'une collision. La situation de cette capitale est indécible, et à coup sûr les bataillons italiens qui s'y trouvent ne prendront pas partie contre la liberté. La chute de l'empereur semble tenir à un fil.

La lettre suivante a été adressée à la *Réforme* :

« Paris, 18 mai.

« Citoyen rédacteur,

« Je vous prie de porter à la connaissance du public que le 15, dans la séance du soir de l'Assemblée nationale, j'ai protesté par mon vote, avec toute l'énergie possible, contre le décret qui ordonnait la mise en arrestation de trois de mes collègues, les citoyens Barbès, Albert et Courtais.

« J'ai protesté et je proteste encore malgré les menaces de la garde nationale.

« Recevez, citoyen, mes salutations fraternelles.

« GREPPO,

« Représentant du Rhône. »

NOUVELLES DE LA COALITION.

Le général Jomini, aide-de-camp de Nicolas, est arrivé à La Haye.

Les troupes ne cessent d'affluer en Bavière. Des lettres d'Offembourg, 11 mai, disent que cette ville est remplie de troupes, sous prétexte de rétablir l'ordre dans les environs. Les 60,000 hommes du camp de Nuremberg seraient composés de 10,000 Autrichiens, 20,000 Prussiens, et le reste de Saxons, de Hessois, etc., etc.

Un nouveau corps d'armée se forme entre Villbach et Gœrtz; 16 bataillons d'infanterie, 4 escadrons de cavalerie, 8 batteries d'artillerie sont en marche pour s'y rendre. Le feld-maréchal Welden, qui va les commander, est déjà arrivé à Villbach. On dit ce corps d'armée destiné à opérer en Italie.

Mais il y a 60,000 hommes à Nuremberg et à Bamberg; ces troupes peuvent se réunir en vingt-quatre heures aux 30,000 échelonnés dans le grand-duché de Bade. C'est une armée de 100,000 hommes devant Strasbourg.

Serait-ce pour réduire quelques petites cohortes de républicains allemands que des forces aussi considéra-

bles se réunissent? — Poser la question, n'est-ce pas la résoudre?

De son côté, la *Gazette de Cologne* doit avoir reçu des lettres de Saint-Petersbourg annonçant que le commerce de Moscou a mis 50 millions de roubles à la disposition de Nicolas. Les provinces s'empresseraient aussi de fournir des chevaux et des provisions; les armements sont poussés avec énergie, et cependant M. de Meyendorff ne cesse de dire que le czar est animé des sentiments les plus pacifiques. Ces armements sont-ils pour l'orient ou l'occident? Ce peut être l'un et l'autre. (*Réforme.*)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.
LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE.

Paris, 21 mai, 5 heures du soir.

Le ministre de l'intérieur aux commissaires du gouvernement.

« La fête est magnifique. Le plus beau temps favorise cette solennité. L'enthousiasme est général. Plus de 500,000 citoyens, délégués des départements, gardes nationaux, troupe de ligne et de cavalerie, garde nationale mobile, diverses corporations d'ouvriers, etc., ont défilé devant les membres du pouvoir exécutif et les représentants du peuple, aux cris de Vive la République! Vive l'Assemblée nationale.

« Le défilé continue. La tranquillité la plus parfaite n'a cessé de régner. »

Pour copie conforme :

Le commissaire général de la République,

MARTIN BERNARD.

Actes officiels.

— Par décret en date du 18, l'Assemblée nationale interdit formellement à ses membres toutes apostilles, recommandations ou sollicitations concernant des intérêts privés.

ORDRE A L'ARMÉE. — Des actes de révolte et de violence ont été commis à Arras le 13 de ce mois par des soldats égarés du 9^e régiment de hussards, du 5^e d'infanterie légère, et du 1^{er} régiment du génie. Des salles de police ont été forcées, l'autorité des officiers et sous-officiers a été méconnue.

Les coupables seront punis.

Une enquête sévère se poursuit. Déjà quatre prévenus sont dans les prisons de Lille, d'autres inculpés les y suivront sans doute; les lois militaires leur seront appliquées dans toute leur rigueur.

Aucun des sous-officiers ni des caporaux ou brigadiers n'a pris part au désordre. Tous, au contraire, ont puissamment aidé les officiers à le réprimer.

Le ministre de la guerre leur en témoigne à tous sa satisfaction, et il signale particulièrement à l'armée les militaires qui se sont fait remarquer par leur fermeté dans cette circonstance; ce sont :

Le capitaine-commandant Montbrun du 9^e de hussards.

Le capitaine Brémont, idem.

Le lieutenant Goudis, idem.

Le lieutenant Allary, du 5^e léger.

L'adjudant sous-officier Gaussin, du 9^e de hussards.

Le maréchal-des-logis-chef Vassel, idem.

Le maréchal-des-logis Grangeneuve, idem.

Le maréchal-des-logis Saint-Roman, idem.

Usant du pouvoir qui lui est conféré par les règlements en cas de services extraordinaires, le ministre ordonne que les officiers et sous-officiers ci-dessus désignés seront portés d'office sur le tableau d'avancement.

Ni les uns ni les autres n'attendent longtemps la juste récompense de leur énergique et honorable conduite.

Le ministre de la guerre, E. CAVAIGNAC.

— Le ministre de l'agriculture et du commerce a adressé à tous les préfets la circulaire suivante :

« Citoyen préfet,

« La première et la plus incessante de mes préoccupations, dans le département ministériel qui m'est confié, est d'assurer l'approvisionnement, au meilleur marché possible, des denrées les plus nécessaires à la vie. La situation actuelle de l'industrie, situation dont le gouvernement républicain saura d'ailleurs conjurer les périls et réparer les désastres, rend cette nécessité plus pressante encore.

« L'état du pays est complètement rassurant. Les récoltes, en 1847, ont été excellentes; les apparences de 1848, particulièrement en ce qui concerne les céréales d'hiver, sont brillantes; les prairies promettent beaucoup, et, à moins de sinistres impossibles à prévoir, l'agriculture recueillera cette année des fruits abondants et fournira pour les besoins du peuple, un bon et nombreux bétail.

« Le calme et la sécurité sont aujourd'hui complets. Profitons-en pour nous prémunir contre les mauvais jours; que la liberté du commerce s'organise et qu'elle soit toujours pure des coupables excès de la spéculation.

« Néanmoins des espérances, si rassurantes qu'elles soient, ne diminuent en rien vos devoirs et les miens. Ainsi vous devrez assurer partout la libre circulation des grains et des bestiaux, protéger les transactions, éclairer les citoyens sur leur véritable intérêt, favoriser l'approvisionnement au meilleur marché possible.

« Dans cette œuvre toute patriotique, le concours du gouvernement vous est acquis; le mien ne vous fera jamais défaut dans l'application des mesures ayant pour objet de maintenir au profit du peuple l'abondance et la sécurité.

« Le troisième rapport sur la récolte de 1848 (floraison des grains) doit, vous le savez, me parvenir dans le courant de juin prochain. Je désire qu'aux indications qu'il contient d'ordinaire vous ajoutiez, approximativement au moins, le nombre d'hectares ensemencés pour ladite récolte, semences d'automne et de printemps.

« Du reste, à l'avenir, tous les documents de cette nature devront être accompagnés des tableaux partiels dressés par chacun des maires de votre département, ou de toutes autres pièces ayant servi d'éléments à la rédaction des rapports que vous avez à me transmettre. Si, à l'époque indiquée pour l'envoi de ces rapports à mon ministère, vous n'avez pas reçu tous les renseignements réclamés par vous, vous ne différeriez cependant pas la transmission des premiers, en y joignant tout ce qui, à cette date, vous serait parvenu, et sauf à compléter ultérieurement la réunion des documents partiels.

« Salut et fraternité.

« Le ministre de l'agriculture et du commerce,

« Signé : Ferdinand FLOCON. »

Correspondance particulière du Peuple Souverain.

Paris 20 mai.

Les gardes nationales de presque tous les points de la France arrivent à Paris. Inutile de dire qu'ils sont accueillis, par leurs frères de Paris, avec joie et cordialité. Les uns sont logés en ville, les autres chez les citoyens qui sont heureux de les faire asseoir au foyer domestique; pour d'autres, on improvise des casernes. L'Orangerie du Louvre a été mise à la disposition de la garde nationale de Melun. Les troupes viennent en grand nombre et bien déterminées.

En s'appuyant franchement sur de tels éléments de force et de puissance, l'Assemblée nationale et le gouvernement sont désormais invincibles.

L'attentat du 15 mai a produit à l'étranger, une sensation extraordinaire. Il n'y a qu'une voix pour louer la conduite de la garde nationale et de l'immense majorité de la population. Les journaux anglais qui, certes, ne sont pas suspects de partialité à notre égard, rendent justice à l'énergie et à la loyauté déployées, en cette circonstance, par le peuple de Paris. — Nous exceptons le *Morning Post*, journal encroûté de vieux préjugés, et qui représente, de l'autre côté de la Manche, l'opinion d'il y a soixante ans, et même celle des jacobites. C'est un vieillard décrépît et morose, dont les grossières injures ne peuvent guère exciter que la pitié.

Le système financier du citoyen Garnier-Pagès paraît être vivement controversé. Beaucoup de personnes versées dans l'étude des questions financières et dont l'expérience est peu contestée, n'hésitent pas à déclarer que c'est une des combinaisons les plus malheureuses en matière d'économie politique. L'Assemblée nationale discutera ce système, et de ses débats jaillira sans doute la lumière; car il n'est pas à croire que nos représentants adopteront, sans mot dire, toutes les mesures qui leur seront proposées.

La déconfiture de l'abbé Châtel est un des curieux incidents de la journée du 15. Ce cynique apostat fulminait tout près de l'église de la Madeleine un réquisitoire ultra-révolutionnaire contre la religion et les principes fondamentaux des sociétés humaines, lorsque, voyant ses auditeurs indignés, s'apprêtaient à lui faire un très mauvais parti, il s'enfuit à perte d'haleine. On a, depuis, appris qu'il s'est réfugié en Belgique où il reçut, il y a quelques années, un accueil fort peu flatteur. Le soldat archevêque-primat des Gaules n'a pas de bonheur parmi les chrétiens. Dieu lui soit en aide!

Le décret qui tend à interdire à jamais la France au roi Louis-Philippe et à sa famille, a été, dans plusieurs bureaux de l'Assemblée nationale, le sujet de graves discussions. On apprécie hautement la conduite pleine de convenance tenue par Napoléon Bonaparte, fils de l'ancien roi de Westphalie. Il s'est élevé avec force contre le décret. L'exil qu'il a déclaré vouloir combattre toujours, lui qui en a tant souffert, est, à ses yeux, une précaution inutile, parce qu'il excite à la conspiration et en est presque l'excuse. Que sous la République la loi soit commune pour tout le monde, a dit le citoyen Napoléon Bonaparte; plus de proscriptions exceptionnelles; plus de peines qui frappent préventivement sans justice et sans discernement.

Voilà de nobles paroles!

ASSEMBLÉE NATIONALE.

Fin de la séance du 19 mai.

Pendant le dépouillement du scrutin, le citoyen président donne avis d'une adresse apportée par une délégation à l'Assemblée nationale par la garde nationale de Provins et celle de Cognac.

Le citoyen Boulay (de la Meurthe) : Qu'on lise. Il est bon que l'Assemblée connaisse au juste les sentiments de la garde nationale.

Le président : On n'a pas lu les autres.

Le citoyen Boulay (de la Meurthe) : Eh bien! qu'on les lise ou au moins qu'elles soient imprimées en entier au *Moniteur*.

Le citoyen Em. Arago : Je demande que les finances du pays ne soient pas employées à imprimer un volume tous les jours.

Après un débat confus qui s'engage sur cette question, l'Assemblée rejette la proposition d'impression.

Le citoyen Boulay (de la Meurthe) réduit sa proposition à l'impression de l'analyse des adresses. — Rejeté.

Le citoyen président annonce qu'il a renvoyé à l'autorité compétente un mémoire justificatif que lui aurait adressé le général Tempour.

Le citoyen Cremieux : Citoyens, voulez-vous me permettre de vous dire un mot sur la fête qui doit avoir lieu dimanche? (En place! en place!)

Je voulais consulter l'Assemblée et lui exprimer le désir du gouvernement que, de l'Hôtel-de-Ville au Champ-de-Mars, elle voulût bien passer devant le front de la garde nationale et de l'armée qui se sont si courageusement dévouées pour elle. (Oui! oui!) Je remercie l'Assemblée; elle recevra, du reste, les avis nécessaires.

pour l'heure de la convocation qui aurait ainsi lieu à l'Hôtel-de-Ville.

Puisque je suis à la tribune, j'ajouterai un mot relativement aux détenus. Un grand nombre de lettres ont été adressées au ministre de la justice pour obtenir la permission de communiquer avec les personnes qui sont détenues depuis le 15 mai. Toutes les demandes de ce genre doivent être adressées aux juges d'instruction, qui seuls ont le droit d'apprécier l'opportunité de la permission ou du refus.

Je profiterai de cette occasion pour rectifier ce qui a été avancé par des journaux, que des représentants avaient communiqué avec deux représentants arrêtés le 15 février. Rien n'est moins exact, aucune permission n'a été donnée par le gouvernement. Les juges d'instruction seuls ont le droit de les donner. Je n'ai pas besoin d'ajouter que sous la République ces rigueurs de la justice seront tempérées par les lois de l'humanité.

Le président fait connaître le résultat du scrutin pour la nomination des vice-présidents.

Nombre des votants,	726
Majorité absolue,	314
Les citoyens :	
Armand Marrast,	679
Bethmont,	604

En conséquence, ils sont proclamés vice-présidents de l'assemblée.

La séance est levée à cinq heures.

(Correspondance particulière du Peuple Souverain.)

Séance du 20 mai.

Présidence du citoyen Buchez.

A une heure et demie la séance est ouverte. Le procès-verbal est lu et adopté.

Le citoyen Charbonnel donne lecture d'une proposition d'après laquelle il y aurait un représentant par département dans le comité des travailleurs.

Un membre fait observer que les comités sont organisés par un vote de la chambre. On ne peut donc revenir sur ce point. Il demande l'ordre du jour.

Le citoyen Charbonnel insiste pour la prise en considération, pour le développement de la proposition. (Adopté.)

Le citoyen Degoussé, questeur : Vous avez chargé vos questeurs d'arrêter les marques distinctives des représentants du peuple. Nous vous avons proposé de le ruban que vous portez à la boutonnière, et que nous désirons voir adopter rigoureusement pour les séances ordinaires, afin d'éviter ce qui a eu lieu déjà, que les étrangers se glissent dans la salle. En outre des rubans, il nous paraît convenable pour les cérémonies extérieures que les représentants portent l'écharpe tricolore en sautoir, comme on la portait dans l'ancienne révolution. Elle est fort légère et se mettra facilement dans la poche. (On rit.) Le mouvement du 15 mai, je dois le dire, n'est pas complètement anéanti. Il peut arriver telles circonstances qui exigent la présence des représentants du peuple à la tête des légions de la garde nationale. (Mouvement.) La double insigne leur sera nécessaire. Très-bien.)

Le citoyen président met aux voix la double proposition des questeurs, en avertissant pour la première fois les citoyens représentants que l'oubli du signe distinctif les exposerait à rester à la porte.

Le citoyen président : J'ai l'honneur de donner lecture de la lettre suivante : Citoyen président, j'avais trop présumé de mes forces et de mon patriotisme en me portant comme candidat à l'assemblée nationale ; je reconnais que les devoirs de représentants ne peuvent se concilier avec ma profession. Signé : Demisel!

Le citoyen Demisel vivement : C'est un faux! c'est un faux! (Étonnement et rires!)

Le citoyen président : Ceci est fort grave, citoyens représentants ; il ne s'agit pas d'une simple plaisanterie, mais d'un faux!

Le citoyen Demisel : La lettre, je le répète, n'est pas de moi. Je demande qu'elle soit renvoyée au citoyen garde-des-sceaux pour que justice soit faite. (Très-bien!)

Le citoyen Favrot dépose une proposition relative à la réélection des comités municipaux.

Autre proposition du citoyen Dubois concernant les attributions et le traitement des membres de la commission exécutive. L'orateur demande que la chambre déclare l'urgence.

Le citoyen Luneau demande la question préalable, qui est adoptée.

Proposition du citoyen Mathieu pour la création d'un *Moniteur* hebdomadaire rendant compte des séances de l'assemblée, et dont l'abonnement serait obligatoire pour toutes les communes de France. Le développement aura lieu vendredi.

Proposition du citoyen Plagnart pour le mode de discussion de la constitution. Développement lundi prochain.

Proposition du citoyen Laroquette relative aux familles victimes et aux blessés du 15 mai dernier. L'orateur s'étonne que le gouvernement n'ait pas pris l'initiative de cette mesure.

Le citoyen ministre des finances : L'assassinat commis le 15 mai sur les gardes nationaux éveille en nous deux sentiments : horreur pour les meurtriers, sympathies pour les victimes! (Très bien!) Mais je m'étonne qu'on y trouve un texte à récriminations contre le gouvernement. (Non! non! Mais si!) Le gouvernement, avant de vous proposer un décret sur lequel on ne peut douter de ses intentions (très-bien!), avait besoin de prendre des renseignements positifs et exacts; aussitôt qu'il sera suffisamment édifié sur la position des familles et des blessés, il s'empressera de vous apporter le projet de décret. (Approbation.)

Le citoyen président : Je prends acte, au nom de l'assemblée, de l'engagement.

L'ordre du jour indique le développement de plusieurs propositions.

La première est du citoyen Lavallée, et concerne l'impôt de 45 centimes.

Le citoyen Lavallée n'entend pas contester la légalité de l'impôt décrété par le gouvernement provisoire et qui se justifie par la nécessité. Cependant, tout en concédant la légalité, il demande que l'impôt porte sur le principal des quatre contributions, et non sur les centimes additionnels.

Le citoyen Guin demande le renvoi au comité des finances, au nom de ce comité, qui ferait un rapport lundi au plus tard.

L'assemblée vote le renvoi pur et simple qui réserve la question de légalité.

Développement de la proposition du citoyen Dabeaux concernant les actes législatifs du gouvernement provisoire.

Les actes du gouvernement provisoire, dit le citoyen Dabeaux, sont de deux sortes : les uns ont un caractère purement provisoire, je me trompe, transitoire; les faits qui les ont motivés sont consommés; il n'y a donc plus à s'en occuper. Mais d'autres de ces décrets engagent non seulement le passé, mais encore l'avenir. Ils apportent dans la législation des modifications profondes. Je reconnais la sagesse de la plupart de ces décrets, et toute idée et ar-

rière-pensée de blâme est loin de mon cœur; mais je n'en crois pas moins qu'il importe que tous ces décrets soient renvoyés à l'examen de vos comités pour obtenir, je l'espère, la sanction souveraine de l'assemblée. (Très-bien.) Vous connaissez ces décrets, dont il me suffit de rappeler les plus importants; celui qui abolit la contrainte par corps, le décret relatif à l'esclavage dans nos colonies, et le décret aussi qui a aliéné les forêts domaniales de l'Etat.

Les motifs de ma proposition sont faciles à saisir. Des doutes se sont élevés sur le caractère légal de ces décrets; ces doutes sont mal fondés pour moi; mais néanmoins ils existent; il importe de les faire cesser; mais il n'existe pas seulement des doutes, il y a opposition. Vous avez des tribunaux par exemple, qui repoussent le décret qui suspend la contrainte par corps. Il est donc urgent qu'une décision de l'assemblée fasse cesser toute incertitude.

Le citoyen Crémieux : Citoyens représentants, je viens demander à l'assemblée de déclarer qu'il n'y a pas lieu de prendre en considération la proposition. L'honorable préopinant, en vous la faisant, est, je n'en doute pas, animé des meilleures intentions, mais il oublie deux choses : la première, ce que c'était que le gouvernement provisoire; la seconde, ce que c'est que l'assemblée constituante. Le gouvernement provisoire, pouvoir dictatorial, produit de l'acclamation populaire et unanime, agissait dans les seules limites de la raison. Demander la révision en masse des décrets par lui promulgués, ne serait-ce pas jeter des soupçons sur la légalité du gouvernement provisoire, le traduire en quelque sorte à la barre de l'assemblée, qui a déclaré qu'il avait bien mérité de la patrie (Très bien!) Quels sont ces décrets, d'ailleurs, dont on vous propose la révision? Le gouvernement provisoire a décrété la République? Est-ce là un décret sur lequel on veut faire délibérer? (Non! non!) Nous avons décrété le suffrage universel qui a amené sur ces bancs l'assemblée constituante; je ne pense pas que c'est ce décret non plus qui puisse donner lieu à révision (Non! non!) Je demande que l'assemblée passe à l'ordre du jour (Appuyé! appuyé!)

L'ordre du jour, sur la proposition, est adopté à une forte majorité.

Développement de la proposition du citoyen Saint-Romme, concernant les ateliers nationaux.

Les ateliers nationaux, tels qu'ils sont organisés en ce moment, ont des inconvénients très sérieux. Ils agglomèrent sur un même point des quantités considérables d'ouvriers pour lesquels le salaire, faute de travail réel, n'est qu'un salaire déguisé. Il faut que l'atelier national ne soit qu'une nécessité, et ne devienne pas l'auxiliaire des grèves. Vous devez songer, non pas à les dissoudre violemment, ce serait une cruauté, mais à les régler de façon qu'une discipline sévère préside aux embrigadements comme à la police des ateliers nationaux. L'organisation sur une base plus prudente est d'urgence, si l'on ne veut, un jour ou l'autre s'exposer à une catastrophe.

Le citoyen ministre des travaux publics : Le préopinant vient de toucher à la grave question du moment, question qui pour être résolue à la satisfaction de tous les intérêts, ne saurait être discutée avec trop de maturité et d'examen.

Le citoyen ministre termine en demandant le renvoi de la proposition au comité des travailleurs. (Adopté.)

Le citoyen ministre donne lecture de deux lettres : l'une du vice-président du comité de défense générale qui soumet à l'assemblée la nouvelle carte de la République; l'autre, du citoyen ministre de la marine Casy, qui s'excuse sur l'état de sa santé d'assister à la séance et à la fête de demain.

L'ordre du jour est épuisé : une courte discussion s'établit sur l'ordre du jour.

Le citoyen président : La séance sera levée de bonne heure. J'invierei les membres des comités constitués à se réunir pour s'occuper des questions d'urgence dont ils sont saisis.

Le citoyen Ducoux : Lorsque lundi dernier les factieux envahirent notre salle des séances, l'assemblée s'occupait de questions de la plus haute gravité. Il s'agissait de l'attitude à prendre pour notre jeune République en face de l'Europe. Je m'empresse de le dire, je suis de ceux qui pensent que cette attitude, quoique ferme, doit être pacifique. Mais enfin une certaine incertitude reste dans beaucoup d'esprits, une inquiétude vague qu'il importe de faire cesser. Pour cela je demanderai que l'assemblée veuille bien fixer un jour prochain pour de nouvelles interpellations; mardi prochain, par exemple.

Le citoyen Lamartine : Comme ancien ministre chargé du portefeuille des affaires étrangères, j'ai l'honneur de donner à l'assemblée, mardi prochain, toutes les explications qu'elle peut désirer. Je puis, au reste, lui déclarer dès à présent que leur communication sont de matière à satisfaire à ce double sentiment : la sympathie pour le malheur, et la modération, que l'humanité conseille plus encore que la raison. (Applaudissements.)

Le citoyen Degoussé, questeur, donne quelques explications relativement à la fête de demain, après quoi la séance est levée.

CHRONIQUE LOCALE.

Nous avons reçu hier, une lettre signée de plusieurs citoyens, officiers et sous-officiers de la garde nationale, ayant pour but de rectifier quelques faits rapportés par le *Peuple Souverain*, dans son numéro du 19. Une lettre du citoyen H. Guérin, reproduite dans notre numéro du 20, remplit ce but. C'est pourquoi nous pensons qu'il est inutile d'insérer cette nouvelle lettre et quelques autres pour et contre que nous avons reçues ces jours derniers. Les amateurs pourront en prendre connaissance dans le *Courrier de Lyon*, qui l'a publiée hier.

Les observations des citoyens signataires sont présentées en des termes de convenance qui font leur éloge et dont nous les remercions sincèrement; mais voici que que chose qui est trop fort et que le *Courrier de Lyon* a sans doute aussi jugé prudent de supprimer : au bas de cette lettre et après les signatures, on lit :

Observation. — Le lieutenant Marchetti, de la compagnie des voltigeurs, place Sathonay, a ordonné de croiser la baïonnette et a fait serrer les rangs, et le sergent Berthet a parfaitement secondé; il est juste de signaler ce fait. Ce détachement était composé de grenadiers et voltigeurs.

Le capitaine-commandant les voltigeurs de la place Sathonay, C. JAUVAT.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

LIBERTÉ. — ÉGALITÉ. — FRATERNITÉ.

Ordre du jour.

Gardes nationaux de Lyon!

Je vous ai félicités de la fermeté et de la modération dont vous avez fait preuve le 18 de ce mois; je vous ai dit que votre attitude était une noble leçon pour ceux qui cherchent dans la liberté le droit de méconnaître les lois, et pour les partis qui veulent, à l'aide du désordre, renverser le gouvernement de la République.

Sous l'inspiration de journaux qui ont un intérêt facile à comprendre pour empêcher le retour aux idées d'union et d'ordre que nous avons mission de faire prévaloir, quelques-uns de vous ont blâmé en moi ce qui vous a mérité mes éloges; je leur témoigne mon mécontentement par la voie de l'ordre.

En prenant le commandement qui m'a été confié par le gouvernement, j'ai compris que je devais arriver avec vous à ramener, par la bienveillance, ceux de vos concitoyens égarés par un moment d'entraînement. J'ai repoussé comme funestes tous les conseils de l'irritation, de quelque part qu'ils vinssent. En un mot, j'ai déclaré que j'accepterais le combat, mais que je ne le provoquerais jamais. J'ai appelé la conciliation, parce qu'une guerre civile dans vos murs ne s'élève pas au-dessus de la pensée odieuse de massacrer son voisin : la préméditer est à mes yeux une lâcheté et un crime; c'est l'œuvre de la trahison et non celle du dévouement à la patrie.

Je vous l'ai dit en débutant, ma mission n'est possible avec vous qu'à la condition d'une confiance absolue. Dès l'instant que cette confiance serait discutée, je ne pourrais plus l'accepter. Je n'accorde à personne le droit de discuter une carrière de quarante-deux ans d'honorables services et de sacrifices à mon pays.

Gardes nationaux! la défiance qu'on essaie de semer dans vos rangs n'a d'autre but que d'affaiblir votre discipline et votre organisation; restez calmes et forts pour le danger, et méfiez-vous des manœuvres de la malveillance.

Lyon, le 21 mai 1848.

Le général commandant supérieur des gardes nationales du Rhône, NEUMAYER.

Au citoyen rédacteur en chef du Peuple Souverain.

Lyon, le 21 mai 1848.

Citoyen,

Puisque votre journal est consacré à la défense de la démocratie, vous ne diffèrerez pas, je l'espère, de donner place à quelques lignes que je consacre à cette cause.

Le comité central de la mairie, né de la révolution de février et composé de républicains de la veille, est aujourd'hui en butte à toutes les mauvaises passions. Suivant un journal intitulé *la Liberté*, mais qui pourrait plutôt être appelé *la Monarchie réactionnaire*, il n'y a pas de récriminations assez virulentes à déverser contre lui. Suivant certains autres réactionnaires *philippistes* ou *henrichiquistes* faisant cause commune, et se disant *républicains*, la place des membres de ce comité n'est plus à la mairie, et pour les en sortir, on fait signer des pétitions à la garde *bourgeoise*, on lance contre eux des calomnies, on menace d'expulsion à main armée. Je le demande, pourquoi ces manifestations si tardives? C'est sans doute parce qu'on a triomphé à Paris, à Rouen, et parce qu'on veut comme en juillet 1850 escamoter la révolution faite par le peuple au profit de la bourgeoisie : ce qui le prouve, *aristocrates*, c'est que le lendemain de cette révolution, tout étonnés de vous trouver *républicains*, vous appeliez ceux que vous calomniez lâchement vos sauveurs, ayant bien mérité de la patrie; les temps changent, aristocrates, et les démocrates auront le leur; si vous êtes à la veille de nous ravis la victoire, nous pourrions avoir notre lendemain, car le progrès est continu et déjoue bien souvent les conjectures de ces satisfaits voulant le pître seuls.

Agréez, citoyen rédacteur, mes salutations fraternelles.

Lyon, le 20 mai 1848.

Citoyen rédacteur,

Permettez à un ami de la vérité et de la justice de vous prier de rectifier une partie de l'article daté du 19 mai 1848, qui est relatif à ce qui s'est passé à la Croix-Rousse jeudi dernier. Convaincu que ce n'est que par des renseignements inexacts que vous donnez un caractère hostile à la population de la Croix-Rousse, je suis d'avis que vous devez le faire dissiper, en donnant au public les détails suivants, dont je vous garantis la vérité comme témoin oculaire.

Il était deux heures et quart; j'étais près de la porte de la prison de Roanne quand les ouvriers ont été mis en liberté. Satisfait comme tout homme humain qui ne veut point voir couler le sang sans raison légitime, je retournai à mon domicile; je me dirigeai vers la Grand' Côte au moment où le 7^e de ligne et les artilleurs de la garde nationale arrivaient sur la place des Terreaux; il était près de trois heures. Arrivé sur la place de la Croix-Rousse, aucune disposition à faire des barricades; les *Voraces* et les Carbonaros arrivaient; le tambour battait le rappel. Je rentrai chez moi; je dinai à la hâte, et je pris mon arme. Arrivant sur la place de la Mairie, des cris : Aux armes! aux armes! On assassine nos frères qui viennent de descendre! aux barricades! aux pièces! Il était quatre heures et quart quand on commença à faire les barricades, et à quatre heures et demie, sur tous les points l'on se mettait sur la défensive et non comme vous l'annoncez, qu'au même moment, une heure et demie, heures à laquelle on délivrait les prisonniers, des barricades s'élevaient à la Croix-Rousse.

J'ajouterai, pour certifier que le caractère était loin d'être hostile, que la construction des barricades n'est due qu'à la fausse alerte donnée on ne sait par qui (de deux choses l'une, par des gens peu confiants ou mal-intentionnés). Mais, à cinq heures et demie, la panique

avait disparu, et le soir, à huit heures, les artilleurs de Lyon fraternisaient avec leurs frères de la Croix-Rousse, étonnés d'une méprise aussi grande.

Voilà, citoyen rédacteur, la réflexion qui m'a été suggérée en lisant votre estimable journal, qui se dévoue pour la cause de celui dont il porte le nom.

Si cela vous paraît utile, veuillez le publier dans votre prochain numéro.

Salut et fraternité.

JANARD.
Chef d'atelier, à la Croix-Rousse.

— Depuis les troubles, chaque soir des hommes armés descendent dans notre ville où ils se réfugient dans des maisons de débauche; là, par l'intimidation ils se font servir tout ce qu'ils veulent, et s'abandonnent aux orgies les plus dégoûtantes, après quoi ils se retirent sans payer, en menaçant de leurs armes l'imprudent qui a osé lui demander de l'argent.

— Trois voleurs se sont introduits hier au soir, à l'aide de fausses clefs, dans deux caves du sieur François Bergeron, teinturier, rue Tavernier, 3; la domestique étant descendue à la cave pendant ce moment fut saisie, garrottée et violée, puis elle reçut de fortes contusions à la tête et à la poitrine, et après cet horrible attentat, ces scélérats la pendirent à un cadenas fermant une autre porte, au moyen d'une corde, avec un nœud coulant.

Cette malheureuse a été trouvée dans un état déplorable par sa maîtresse qui était descendue à la cave, ne la voyant pas revenir. Elle a été rappelée à la vie quoique son état soit inquiétant.

Nous sommes convaincus que malgré la difficulté d'exécuter sans mandat dans ces circonstances difficiles, la police de sûreté, qui est sur la trace de ces scélérats, n'en poursuivra pas moins sa tâche avec énergie. Les précédents nous sont un garant de l'avenir.

— Deux jeunes gens ont été arrêtés hier par notre police au moment où ils coupaient l'habit d'un citoyen. Il paraît que c'était un passe-temps pour eux, car ils ont été trouvés nantis d'un grand nombre de morceaux de drap qu'ils ont avoué avoir coupés aux habits des personnes qui se trouvent rassemblées dans les groupes.

Au citoyen rédacteur en chef du Peuple Souverain.
Lyon, 20 mai 1848.

Citoyen,
J'ai lu dans votre numéro du 20 mai, une lettre d'un citoyen où il est dit qu'un ouvrier du chantier national de Villeurbanne, atteint de la gale, ayant été repoussé de l'Hôtel-Dieu et de l'Antiquaille, ne savait à qui s'adresser pour obtenir du soulagement à ses maux. Je vous invite, si vous pouvez connaître celui qui vous a adressé la lettre, de vouloir lui faire parvenir mon adresse: je me charge de guérir l'ouvrier gratuitement par un remède dont j'ai la recette, sans qu'il soit obligé de cesser ses travaux.

Salut et fraternité.

BONNET,
Pleur, rue Bouteille, n. 17, à Lyon.

Départements.

MAINE-ET-LOIRE. — La ville d'Angers a été légèrement troublée hier par suite des prétentions d'un certain nombre de voituriers qui avaient voulu imposer des conditions à l'administration, et qui avaient menacé le maire de s'emparer violemment d'un chantier qui leur était refusé. M. le commissaire du gouvernement, informé de cette circonstance et de la date précise de deux heures indiquée pour l'exécution des menaces, s'est transporté sur les lieux vers midi, assisté de quatre compagnies de la garde nationale. Après quelques paroles énergiques et dignes, il a donné cinq minutes aux réclamants pour rentrer dans l'ordre, et sur leur refus sept individus signalés comme meneurs ont été immédiatement arrêtés. Le plus grand calme d'ailleurs n'a pas cessé de régner dans toute la population.

(Union de l'Ouest.)

HAUTE-VIENNE. — Une lettre arrivée hier au soir de Périgueux annonce que les troupes concentrées à Chalus avaient reçu l'ordre de pénétrer dans la ville de Limoges ce matin à 4 heures. L'effectif de cette petite armée, infanterie, artillerie et cavalerie, est de 6 à 7 mille hommes.

Les journaux qui nous arrivent aujourd'hui de Limoges sont datés du 16. Ils ne contiennent pas la moindre explication sur la situation de cette localité.

Une lettre particulière de Limoges, sous la date du 14, contient ce qui suit:

« Les habitants riches ont quitté la ville depuis plusieurs jours pour se retirer sur leurs propriétés, où ils espèrent trouver plus de calme. Les industries n'offrent aujourd'hui aucune ressource aux milliers d'ouvriers qu'elles occupaient naguère, et l'administration a ouvert des ateliers où chacun trouve du travail avec un salaire de 1 fr. 20 c. à 1 fr. 50 c., soit pour des routes ou des terrassements. Au reste, des mesures énergiques sont prises à l'égard de ceux qui restent oisifs et qui cherchent à détourner les autres de leur travail. »

(Républicain de la Dordogne.)

SOMME. — Samedi au soir, une scène de désordre a éclaté au quartier occupé par les hussards, à Arras. Excités par quelques esprits brouillons, ils se sont portés sur les salles de police à l'effet de délivrer ceux qui y étaient renfermés. Au premier bruit de cet acte d'indiscipline, les chefs sont accourus et ont essayé de calmer les esprits par la douceur; mais l'excitation était trop grande. Au mépris des lois militaires, sans respect pour leurs officiers, ils ont brisé les portes et sont entrés dans les prisons, où se trouvaient quatre de leurs camarades, qui, reconnaissant la justice de leurs punitions, ont refusé de sortir.

NORD. — Une rencontre vient d'avoir lieu entre les deux rédacteurs de l'Impartial et du Courrier du Nord. On n'a pas d'accident à déplorer; après l'échange d'un premier coup de pistolet, les témoins ont eu le bon esprit d'arrêter le combat.

Allemagne.

LUBECK, 15 mai. — Le prince Michel Obrenowitch est arrivé de St-Petersbourg et a déclaré que l'empereur de Russie avait répondu par un refus formel à l'ambassadeur danois qui avait prié S. M. d'intervenir dans les affaires de Schleswig-Holstein.

PRUSSE. — BERLIN, 16 mai. — On assure que dans le cours des négociations, le Danemarck était disposé à renoncer au Schleswig-Holstein, mais sans vouloir réparer le dommage causé par l'embargo. La Prusse ayant insisté sur ce point, les hostilités ont recommencé.

BALE, 18 mai. — Dans la séance d'hier, la diète a adopté le système de deux chambres à une majorité de 16 voix.

Angleterre.

LONDRES, 19 mai 1848. — L'annonce que les heures de travail seraient augmentées parmi les casseurs de pierre de l'Union des pauvres de Leicester a produit une grande effervescence. Les hommes employés à ce travail se sont répandus dans les rues pour demander l'aumône. La police a voulu les empêcher, il s'est élevé des conflits dans lesquels un sergent de police a été blessé grièvement, et beaucoup de têtes ont été cassées. Une femme a reçu un coup de baïonnette dans le dos. Les troubles ont duré les lundi et mardi. — Il a été brisé une grande quantité de vitres, de glaces et de réverbères dans les rues. — La tranquillité a fini par être rétablie.

M. Meagher aurait déclaré, dit-on, à la foule réunie sous le balcon de Dolier-Street (club des confédérés), que d'après ce qui venait de se passer dans la cour du banc de la reine, la sédition était triomphante et que seule elle devait régir l'Irlande.

NOUVELLES DIVERSES.

— Le ministre de la guerre vient de mettre à la retraite deux des députés fédéraux de l'ancienne majorité, les colonels Cerfbeer et Bourjade.

— Dans la journée du 15, lorsque le citoyen Ledru-Rollin se rendait à l'Hôtel-de-Ville, il a été constamment accompagné par les citoyens Dauné, capitaine de la garde nationale de Nancy, et César, huissier à l'assemblée nationale. Arrivés à la hauteur du Pont-au-Change, un chef de bataillon vint annoncer au citoyen Ledru-Rollin qu'un engagement avait lieu à l'Hôtel-de-Ville, et ajouta qu'il serait prudent d'entrer dans une maison voisine pour s'entendre et se concerter. « On se bat à l'Hôtel-de-Ville! reprend aussitôt le citoyen Ledru-Rollin, c'est là que nous devons être, puisque c'est là qu'est le danger. Marchons! »

— On lit dans la Merveille:
« L'organisation du nouveau corps des guides est en pleine activité à Lunéville et à Saumur. »

« Le ministre, par un arrêté en date du 1^{er} mai, a décidé que les combattants de Février et les citoyens qui s'étaient portés spontanément à la défense de l'hôtel du ministre, devaient être appelés à concourir à la formation des escadrons de guides, décrétée le 4 avril dernier. »

Ce peloton, appartenant au 5^e escadron, sera bientôt constitué, et commencera son service sous un nouvel uniforme.

« On ne verra donc plus continuer ce système de plantons détachés des corps de cavalerie, au grand détriment des hommes, des chevaux et de la discipline surtout, service qui de tout temps a excité les réclamations des chefs de corps. »

— Voici un fait qui prouve jusqu'à quel point la valeur des propriétés est dépréciée en ce moment. La succession de feu M. le marquis d'Aligre n'était pas encore liquidée lorsque la révolution de Février a éclaté. Cette succession formée presque uniquement d'immeubles et de biens fonds, avait été inventoriée à 55 millions, mais elle était grevée d'un grand nombre de legs que les héritiers ont à payer, et qui s'élevaient à 15 millions. Or, il est impossible de payer ces 15 millions, parce que les propriétés ne peuvent pas se vendre à 50 p. 100 de perte. Les héritiers les mieux partagés s'attendent qu'ils ne retireront presque rien de cette magnifique succession. Il paraît que les héritiers de la succession de M. le comte Ray se trouvent également dans la même position.

La peine de mort.

Nous extrayons le passage suivant d'un rapport de M. Charles Lucas, sur la peine de mort:

Nous prendrons, dit l'auteur du rapport, une période de 1834 à 1844.

D'après le code pénal de 1810, déjà modifié par la loi de 1834, si le jury n'avait pas admis de circonstances atténuantes, le nombre des condamnations à mort se fût élevé à 2,382.

Le nombre des condamnations à mort, écartées par l'application des circonstances atténuantes, fut de 1,913; ce qui porte le nombre de celles prononcées à 469.

Sur lesquelles à déduire le chiffre des exécutions, pendant cette période de 11 années, 342.

Plus un système nous paraît incomplet, moins nous sommes disposés à reconnaître les intentions qui l'ont inspiré et à atténuer les résultats qu'il a pu obtenir.

Avant 1832 la moyenne des condamnations à mort prononcées pendant les sept années précédentes, était de 114.

En 1832, le nombre fut de 74; en 1833 42.

Pendant la période précitée de 1834 à 1844, on voit que, sous l'empire de la loi de 1834, la moyenne se maintient à peu près au chiffre de 1842.

Telle est la diminution obtenue sur le nombre des condamnations.

Quant aux exécutions, le nombre était de 38 en 1840, de 25 en 1831. 40 en 1832; 30 en 1833.

Et dans la période précitée de 11 années, de 1834 à 1844, la

loi nouvelle part du chiffre 15 en 1834, pour s'élever à celui de 41 à 1844, et présenter une moyenne de 31 environ.

Quand on se reporte à ces séances de la chambre des députés de 1830, quand on songe que l'abolition de la peine de mort n'avait encore jamais occupé dans nos débats législatifs une place aussi large, attiré une attention aussi grande, obtenu d'aussi importantes adhésions et inspiré d'aussi belles espérances, ne devait-on en attendre et recueillir que cette loi de 1834, qui se borne, en principe, à réduire de 36 à 30, dans le code de 1810, le nombre des crimes capitaux et qui, en fait, part du chiffre de 15 exécutions en 1834, pour arriver presque à le tripler à la fin d'une période de onze années et à l'augmenter de moitié, en moyenne, pendant le cours de cette période? Ainsi, les condamnations à mort diminuent et les exécutions augmentent! Faudrait-il donc en conclure que les débats de 1830 ont été stériles? Non, sans doute; ils ont obtenu un résultat considérable, non dans les lois, mais dans les mœurs.

Situation de la Banque de France, Le jeudi 18 mai 1848, au soir.

ACTIF.	
Argent monnayé et lingots,	61,905,803 95
Numéraire dans les succursales,	53,744,519 »
Effets arriérés à recouvrer,	16,257,758 74
Portefeuille de Paris, dont 52,214,466 45 provenant des succursales,	135,200,257 62
Portefeuille des succursales, effets sur place, etc.,	174,255,370 79
Avances sur lingots et monnaies,	7,577,000 »
Avances sur effets publics français,	19,154,682 90
Dû par les comptoirs pour leurs billets en circulation,	11,735,330 »
Rentes de la réserve,	10,000,000 »
Rentes, fonds disponibles,	11,600,197 89
Placement des nouvelles succursales en effets publics,	12,744,498 »
Hôtel et mobilier de la Banque,	4,000,000 »
Intérêt dans le comptoir d'Alger,	4,000,000 »
Intérêt dans le comptoir national d'es-compte,	200,000 »
Effets en souffrance ou à rembourser,	26,168,590 66
Dépenses d'administration,	541,551, 61
Divers,	408,716 56
Avance à l'Etat sur bons du trésor de la République,	50,000,000 »
Total,	614,652,657 50

PASSIF.	
Capital,	67,900,000 »
Capitaux des nouvelles succursales,	25, 80,000 »
Réserve,	10,000,000 »
Réserve des nouvelles succursales,	2,980,150 14
Réserve immobilière,	4,000,000 »
Billets au porteur en circulation,	502,244,250 »
— des succursales anciens,	11,735,250 »
— des nouv. succurs.	89,089,400 »
— à ordre,	1,234,225 50
Compte-courant du trésor, créateur.	20,388,006 48
Comptes-courants divers,	70,919, 52 40
Récépissés payables à vue,	1,768,500 »
Récompte du dernier semestre,	728,692 37
Dividendes à payer,	176,747 40
Escomptes, intérêts divers et dépenses précomptées,	3,895,103 78
Comptoir d'Alger, somme non encore-employée en bons du trésor,	4,107,225 69
Traites des succursales à payer,	2,990,976 45
Divers,	176,599 81
Total,	614,652,657 50

ANNONCES.

On parle beaucoup de la vente considérable qui se fait dans la maison Gambès et Hodieux des produits des manufactures du Nord.

Les fabricants lyonnais ont aussi voulu assurer leur concours à cette vente et lui donner dès lors un intérêt de localité. Pour cela ils ont remis à MM. Gambès et Hodieux de grands assortiments de foulards tissés, foulards écossais, toiles de soie, barèges-grenadine et autres étoffes légères, toutes fabriquées à Lyon.

Ces tissus sont mis en vente à des prix très bas.

Bourse de Paris, 20 mai 1848.

Nos fonds ont été assez calmes aujourd'hui. Le 3 % varié entre 47 50 et 48, et fermé comme hier à 47 75. Le 5 % a fait 69 et 70, et reste à 59 75; en hausse de 50 c. Les actions de la banque sont montées de 25 fr.; elles sont à 1,370. Les obligations de la ville ont été faites à 1,085, et les bons du trésor de 54 à 50 1/2 % de perte. Vieille-Montagne 2,075; en baisse de 75 fr. A terme, le 3 % fermé à 47 75, et le 5 % à 69 50. Il n'a circulé aucune nouvelle digue d'intérêt. La plupart des chemins de fer ont beaucoup monté, mais ils ont faibli ensuite, et ferment cependant en hausse sensible sur hier. Ce mouvement, à cause des dispositions du décret, qui ne se trouvant hier que dans le *Moniteur*, étaient peu connues à la Bourse, n'ont produit qu'aujourd'hui leur effet.

Cours de clôture.		Compt. fin s.	
5 0/0 comptant, 69.75	5 0/0 finc. 69.50	Saint-Germain,	125 »
4 1/2 d°	4 0/0 finc.	Versaille (rive droite),	103 75
3 0/0 d° 47.5	3 0/0 finc. 47.75	de (rive gauche),	37.1
Haut. de France 1370.	6 canaux 780.	Paris, Orléans,	420 »
Bons du tr. 50 1/2 0/0.	Oblig. de la ville 1085	Rouen Harre,	420 »
BELGIQUE.			
5 0/0 (1840),	1 1/2 »	Marseille, Avignon,	233 »
5 0/0 (1842), 66 1/2	1 1/2 »	Strasbourg, Bale,	88 75
Banque belge,	1 1/2, Hollandais.	Centre,	280 »
ESPAGNE.			
Active,	5 0/0 2 1/2	Auxiers, Boulogne,	» »
Passive,	d° int. comp.	Orléans, Bordeaux,	410 »
Différée,	d° fin courant.	Nord,	365 »
Rente de Naples, 59.			
Emp. Rouain, 59.			
3 0/0 Portugais, »			
Vienna, 885.			
Pisinet, 885.			
Haiti, »			
Paris, Lyon,			
Paris, Strasbourg,			
Tours, Nantes,			
Montceau,			
Dijon,			

Le Directeur-Gérant, FAURES.

LYON.—IMPRIMERIE DE MOUGIN-RUSAND,